

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD
AUPRÈS
DE LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE



MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES A GENÈVE
ET DES AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN
SUISSE

UNITÉ-TRAVAIL-PROGRÈS

Réf. : N° **163** /AMPTG/PC/2010

Genève, le 9 avril 2010

Madame l'Experte indépendante,

Suite à votre lettre référencée Poverty 2009 ER du 20 novembre 2009 après la Résolution 8/11 du 18 juin 2008 du Conseil des Droits de l'Homme intitulée « Droits de l'Homme et extrême pauvreté », j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, pour attribution, la lettre n° 071/PR/PM/MCDHPL/SG/DELC/10 du 06 avril 2010, émanant du Ministère Chargé des Droits de l'Homme et de la Promotion des Libertés du Tchad.

Je vous prie d'agréer, Madame l'Experte indépendante, les assurances de ma haute considération.

L'ambassadeur, Représentant Permanent


BAMAMGA ABBAS MALLOUM



Madame l'Experte indépendante
sur la question des Droits de l'Homme et
l'extrême pauvreté
Palais des Nations
CH - 1211 Genève 10

OHCHR REGISTRY

15 AVR. 2010

Recipients :.....**SPD**.....

.....
.....
.....

REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE

MINISTERE CHARGE DES DROITS DE L'HOMME
ET DE LA PROMOTION DES LIBERTES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES ETUDES, DE LA LEGISLATION
ET DU CONTENTIEUX

N° 41 /PR/PM/MCDHPL/SG/DELC/10

UNITE-TRAVAIL-PROGRES

N'Djamena, le

06 AVR 2010

Le Ministre Chargé des Droits de l'Homme et de la Promotion des Libertés
N'Djamena
République du Tchad

A

L'Experte indépendante sur la question des Droits de
l'Homme et l'extrême pauvreté
ONUG - OHCHR

CH- 1211 Genève 10

Télécopie : 41 22 917 90 06

Email : icextremepoverty@ohchr.org

J'ai l'honneur de donner suite aux renseignements que vous voudriez bien avoir sur la protection sociale des personnes âgées et vous prie d'excuser le retard constaté.

Questionnaire

Les prestations de vieillesse mises en œuvre par l'Etat en incluant le système contributif sont : la pension de vieillesse ; la pension d'invalidité ; la pension anticipée par cause d'usure prématurée et la pension anticipée volontaire.

(i) Le cadre juridique et institutionnel :

1- Le décret 207/P.CSM/SGG en date du 30 juin 1977 instituant un régime de pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès ;

Le décret 221/P.CSM/MSPTASOC/CNPS en date du 03 août 1978 ; fixant le taux des cotisations dues par les employeurs et les travailleurs à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale au titre des pensions de vieillesse, d'invalidité et décès ;

Le décret 99/PCSM du 26 avril 1978, portant l'organisation et le fonctionnement du régime de pensions de vieillesse, d'invalidité et décès ;

Le décret 1144/PR/PM/MFPT/SG/07 en date du 28 décembre 2007 relevant l'âge de départ à la retraite à 60 ans ;

L'arrêté 23/PR/PM/DGAT/DSS/08 en date du 13 août 2008 portant modalités de calcul de pension anticipée volontaire.

- a) L'âge minimum pour bénéficier des prestations de vieillesse est de 60 ans.
- b) La période minimale de qualification pour recevoir les prestations est d'avoir cotisé au minimum 15 ans ou 60 mois pendant la période qui précède la date de départ à la retraite.
- c) Le programme est de nature contributive

2 : Les décrets qui seraient à l'origine des prestations de vieillesse sont cités au point cadre juridique.

- a) Les prestations de vieillesse sont régies par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ; créée par la loi 7/66 du 6 mars portant code de travail et de la Prévoyance Sociale.

Le décret 51/PR MTJS DTMOPS du 9 mars 1970 détermine l'organisation et le fonctionnement de la CNPS et de son Conseil d'Administration.

La CNPS est placée sous la tutelle du Ministère de la Fonction Publique et du Travail. Elle est administrée par un Conseil d'Administration composé de :

- Deux (2) membres de droit représentant l'Etat ;
- Cinq (5) membres représentants le patronat ;
- Cinq (5) membres représentants les syndicats.

(ii) Coût et couverture du programme

3 : Au 31 décembre 2008 ; le nombre des bénéficiaires des prestations de vieillesse tous confondus est de 7718.

4 : Le programme couvre l'ensemble du territoire national.

5 : La prévision du budget annuel du programme est de 2 482 758 621 frs CFA.

6 : Les sources principales de financement sont les cotisations des employeurs et des travailleurs ; d'où un financement national.

Le financement ne provient pas de l'extérieur.

7 : Le nombre approximatif des bénéficiaires potentiel qui ne profitent pas des prestations est de 82.300.

8 : Le montant approximatif des prestations n'est pas inférieur à 60% du salaire minimum et pas supérieur à 80% du salaire moyen.

Les prestations mensuelles sont égales à 30% de la moyenne mensuelle des salaires des trois (3) ou cinq (5) dernières années qui précèdent la date de cessation de travail pour limite d'âge.

(iii) Procédés de mise en œuvre

9 : Les prestations sont payées trimestriellement soit :

- En espèce aux guichets de l'institution ;
- Par chèque bancaire au niveau des banques de la capitale ;
- En espèce aux guichets des agents de provinces ;
- Par chèque au niveau des banques de provinces.

10 : Les intéressés sont informés par des sensibilisations dans plus d'une langue (français ; arabe ; Sara).

11 : Les bénéficiaires ne disposent d'aucun accès spécifique à d'autres services publics, en particulier les services de la santé.

(iv) Mécanisme de contrôle et procédure de plainte

12 : Les bénéficiaires fournissent les pièces périodiques (certificat de vie adulte) pour une période d'un an.

13 : Le programme procède au contrôle physique des bénéficiaires tous les deux (2) ans. Une commission de contrôle physique des bénéficiaires est mise en place par une décision prise par le Directeur de l'Institution.

14 : Des poursuites judiciaires ont été intentées à l'encontre de l'institution par les bénéficiaires.

Les circonstances sont :

- Le retard dans la liquidation des prestations ;
- Les dossiers rejetés pour cause : frappés par le délai de prescription (le délai est cinq ans à partir de la date d'admission à la retraite) ;
- Le retard dans le paiement des prestations.

(v) : Autres prestations sociales dont peuvent bénéficier les personnes âgées

A part les prestations de vieillesse, les personnes âgées ne bénéficient d'aucune prestation sociale.

La Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, programme 2 a mentionné la prise en charge des personnes vulnérables de façon générale sans spécifier le cas des personnes âgées en ce qui concerne leur assistance et leur protection. Toutefois le Forum national sur la situation des droits de l'Homme au Tchad a recommandé au Gouvernement d'élaborer un programme sur la protection des personnes de 3^{ème} âge.

Je vous communique le nom et le contact du responsable de mon Département qui restera en contact avec votre bureau pour assurer le suivi, comme l'aviez vous suggéré : **ROTTA DINGAMADJI CARLOS**, mail (rottacarlos@yahoo.fr).

Vous souhaitant bonne réception et dans l'esprit de dialogue permanent, je vous prie d'agréer les assurances de ma très haute considération.


ABDERAMAN DJASNABAILLE

